



FORMULAIRE DE DÉPÔT DE COMPTES D'UNE ORGANISATION SYNDICALE OU PROFESSIONNELLE

EXERCICE COMPTABLE 20.21

VOTRE ORGANISATION :

- ▶ est inscrite au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM)..... OUI ☐ NON ☒
- ▶ emploie du personnel salarié..... OUI ☐ NON ☐
Votre organisation est employeur de personnel salarié. L'inscription dans le répertoire SIRENE doit alors être demandée au centre de formalités des entreprises (CFE) de l'Urssaf à laquelle sont versées les cotisations. Il transmettra la demande à l'Insee qui procédera à l'inscription au répertoire et à l'attribution du numéro d'identification.
- ▶ est soumise aux obligations fiscales (notamment est assujettie à la TVA ou à l'impôt sur les sociétés)..... OUI ☐ NON ☒
Votre organisation n'est pas employeur mais elle exerce des activités qui entraînent paiement de la TVA ou de l'impôt sur les sociétés. L'inscription doit alors être demandée au centre de formalités des entreprises (CFE) du centre des impôts auprès duquel sont faites les déclarations de chiffre d'affaires ou de bénéfices. Il transmettra la demande à l'Insee qui procédera à l'inscription au répertoire et à l'attribution du numéro d'identification.
- ▶ bénéficie de transferts financiers publics..... OUI ☐ NON ☐
Votre organisation ne se trouve pas dans les cas précédents mais elle reçoit (ou souhaite recevoir) des subventions ou des paiements en provenance de l'État ou des collectivités territoriales. L'inscription doit alors être demandée directement par écrit à la direction régionale de l'Insee compétente pour votre département en joignant une copie des statuts de votre organisation et le récépissé de dépôt de ceux-ci en mairie.

**SI VOTRE ORGANISATION REMPLIT L'UNE OU L'AUTRE DES QUATRE
CONDITIONS CITÉES CI-DESSUS, ELLE DOIT DISPOSER D'UN N° SIREN⁽¹⁾**

(art. R.123-220 et D. 123-235 et D. 123-236 du Code de commerce)

Si votre organisation ne remplit aucune des quatre conditions énumérées ci-dessus, elle se verra délivrer par la DDETS (ou la DDETSPP) un **numéro d'ordre DGT**.

⁽¹⁾ *Système Informatique pour le Répertoire des ENTreprises.
Le n° SIREN entre dans la composition du n° SIRET*

N° SIREN : 310470596 (9 chiffres)

OU, À DÉFAUT, N° D'ORDRE DGT : (s'il vous a été communiqué lors du précédent dépôt : il figure alors dans l'accusé de réception délivré)

TITRE COMPLET DE L'ORGANISATION :

UNION DÉPARTEMENTALE FORCE OUVRIÈRE DU CHER

TITRE COURT :

UD FO 18

SIÈGE DE L'ORGANISATION :

Complément d'identification :

N°, type et libellé de voie :

3, Place Rabelais

Complément géographique (bâtiment, immeuble, résidence, etc.) :

Boîte postale :

BOURGES

Code postal : 18000

Ville :

BOURGES

ADRESSE DU SITE INTERNET DE L'ORGANISATION :

WWW.

Type d'organisation :

- Syndicat de salariés (Association salariale Loi 1^{er} juillet 1901)
- Syndicat de salariés (Syndicat Loi 21 mars 1884)
- Syndicat d'employeurs (Association patronale Loi 1^{er} juillet 1901)
- Syndicat d'employeurs (Syndicat patronal Loi 21 mars 1884)

☐
☒
☐
☐**Niveau d'organisation :**

- Confédération
- Fédération professionnelle ou syndicat professionnel
- Union ou syndicat territorial (régional, départemental, local, intercommunal)
- Syndicat (de salariés) d'entreprise ou de groupe ou d'UES (*unité économique et sociale*)

☐
☐
☐
☒**Ressort géographique :**

- National
- Interrégional ou régional (incluant l'interdépartemental)
- Départemental
- Local (Infradépartemental)

☐
☐
☒
☐

DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES STATUTS DE L'ORGANISATION :

(ARTICLE R.2131-1 DU CODE DU TRAVAIL)

Date du récépissé de dépôt des statuts en mairie : 1 / 1 1948

Code postal de la mairie de dépôt : 18000

Ville :

BOURGES

INFORMATIONS CONCERNANT LE DÉPOSANT :

(NON PUBLIÉES SUR LE SITE DE CONSULTATION)

Les informations mentionnées ci-dessous seront renseignées sur le portail public de consultation des comptes des organisations syndicales et professionnelles de la Direction de l'information légale et administrative (DILA) mais ne seront pas consultables.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à :

Direction de l'information légale et administrative, 26 rue Desaix 75727 Paris Cedex 15

Prénom :

XAVIER

Nom :

PESSON

Qualité du déposant :

Président ☐

Secrétaire général ☐

Trésorier ☒

Secrétaire ☐

Autre ☐ (à préciser) :

Téléphone du déposant : 0608887999

Adresse courriel du déposant : xavier.pesson@orange.fr

Signature



Cachet de l'organisation

UNION DEPARTEMENTALE
FORCE OUVRIERE
3 Place Rabelais 18000 BOURGES
Téléphone 02 48 65 01 44

EXERCICE COMPTABLE 2021

Date de clôture de l'exercice comptable : 31 | 12 | 20 | 21

Date de dépôt : | | | | | | | (Champ réservé à l'administration)

Le dépôt doit être réalisé dans un délai de **trois mois** à compter de l'approbation des comptes par l'organe délibérant statutaire (article D.2135-8 du Code du travail)

La DDETS (ou la DDETSPP) territorialement compétente pour enregistrer et publier les comptes est celle dans le ressort de laquelle les organisations syndicales et professionnelles ont leur siège (article D.2135-8 du Code du travail modifié par le décret n° 2015-1525 du 24 novembre 2015).

DÉPÔT :

Initial ☒

Rectificatif ☐

RESSOURCES :

Ressources \geq 23.000€ et \leq 230.000 € ☒

Ressources \geq 2.000 € et $<$ 23.000 € ☐

Ressources $<$ 2.000 € ☐

FORMAT DES DOCUMENTS COMPTABLES DÉPOSÉS :

Support Papier ☐

Support électronique (1 seul fichier / 50 Mo max./ format PDF) ☒



Niveau de ressources	Forme des comptes	Réf.
Inférieur à 2.000 €	Livre mentionnant chronologiquement le montant et l'origine des ressources perçues et des dépenses effectuées, ainsi que les références aux pièces justificatives	Article D.2135-4 Règlement n°2009-10 du 3 décembre 2009 du Comité de la réglementation comptable homologué par arrêté du 31 décembre 2009
Inférieur ou égal à 230.000 €	Bilan + Compte de résultat + Annexe simplifiés	Article D.2135-3 Règlement n°2009-10 du 3 décembre 2009 du Comité de la réglementation comptable homologué par arrêté du 31 décembre 2009
Supérieur à 230.000 €	Bilan + Compte de résultat + Annexe + Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels	Article D.2135-2 Règlement n°2009-10 du 3 décembre 2009 du Comité de la réglementation comptable homologué par arrêté du 31 décembre 2009

À partir des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, les syndicats professionnels d'employeurs, leurs unions et les associations d'employeurs, dont les ressources sont inférieures à 230 000 € à la clôture d'un exercice, doivent également déposer le rapport du commissaire aux comptes (Article D.2135-8 modifié par le décret n° 2015-1525 du 24 novembre 2015).

Annexe aux comptes annuels

Exercice du 01/01/21 au 31/12/21

1. Règles et méthodes comptables
2. Informations relatives au bilan, au compte de résultat
3. Informations complémentaires
4. Informations spécifiques

Les comptes de l'Union départementale 18 se caractérisent au 31 décembre 2021 par :

Total des ressources : 55 564 €

Total du bilan : 64 665 €

- **Excédent (ou déficit) de l'exercice : - 4 543€**

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers de l'UD 18 pour l'exercice ouvert du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Faits caractéristiques de l'exercice :

Aucun fait marquant sur l'exercice

1 - Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
 - permanence des méthodes comptables ;
 - indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux :

- dispositions particulières prévues par le règlement n°2009-10 du 3 décembre 2009 du CRC afférent aux règles comptables des organisations syndicales.
- Et aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

1.1 - Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction la durée de vie prévue :

- installations générales, agencements 10 ans
- matériel de bureau 5 ans
- matériel de transport 5 ans
- matériel informatique 3 ans

1.2 - Immobilisations financières

Elles concernent des titres de participations ou des dépôts de garantie. Les titres immobilisés sont inscrits au bilan à leur valeur d'acquisition.

1.3 - Créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.4 - Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1.5 - Fonds syndicaux

Ils concernent le cumul des excédents antérieurs.

1.6 - Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable.

1.7 - Dettes fournisseurs et autres dettes

Toutes les dettes fournisseurs sont valorisées à leur valeur nominale.

2 - Informations relatives au bilan et au compte de résultat

2.1 Immobilisations et amortissements

Les mouvements des immobilisations et des amortissements sont retracés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations	Valeurs brutes au 01/01/N-1	Acquisitions	Cessions	Valeurs brutes au 31/12/N
Immobilisations Corporelles : <ul style="list-style-type: none"> - Installations agencements - Matériel de bureau - Mobilier 				
TOTAL GENERAL				

Amortissements	Amortissements au 01/01/N-1	Dotations	Reprises	Amort. au 31/12/N
Immobilisations Corporelles : <ul style="list-style-type: none"> - Installation, agencements - Matériel de bureau - Mobilier 				
TOTAL GENERAL				

2.2 État des créances

Créances	Total Au 31/12/N	A Moins 1 an	De 1 à 5 ans	A plus 5 ans
- Créances liées à des participations	0	0	0	0
- Créances clients	0	0	0	0
- Charges constatées d'avance	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	0	0	0	0

2.3 Charges à payer et produits à recevoir

- Les charges à payer concernent essentiellement des notes de frais au 31/12/N.
- Les produits à recevoir concernent essentiellement des aides non reçues, des intérêts de placements

2.4 Fonds syndicaux

La situation nette a évolué comme le présente le tableau ci-dessous pendant l'exercice :

Fonds syndicaux	Au 31/12/N
- Fonds syndicaux 31/12/N-1	59 333
- Résultats de l'exercice N	-4 543
TOTAL GENERAL	54 790

2.5 État des dettes :

Dettes	Total 31/12/N	A Moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
- Emprunt et dettes financières	0	0	0	0
- Fournisseurs et autres dettes	9 875	9 875	0	0
TOTAL GENERAL	9 875	9 875	0	0

2.6 Ventilation des produits

Les ressources de l'Organisation Syndicale sont détaillées au point 4.1 de l'annexe.

3 - Informations complémentaires

3.1 Effectif

L'Organisation Syndicale n'emploie pas de salarié.

3.2 Engagements financiers et sûretés réelles données et reçues

Engagements reçus : Néant

Engagements donnés : Néant

3.3 Autres Contributions

Autres contributions charges : Néant

Autres contributions produits : Néant

4 - Informations spécifiques

4.1 Ressources de l'année N

- Ressources à retenir pour la détermination des seuils

Le décret relatif à l'établissement, à la certification et à la publicité des comptes des organisations syndicales prévoit que les organisations syndicales dont le montant de ressources annuelles est supérieur à 230 000 € sont tenues de nommer un commissaire aux comptes.

- Les cotisations sont enregistrées en comptabilité lors de leurs encaissements et non lors du placement du matériel auprès des structures syndicales. Ce qui est conforme au règlement CRC n° 2009-10 du 3 décembre 2009. Le fait générateur étant l'encaissement des cotisations.

	En Euros
▪ Cotisations reçues	+18 610
▪ Moins Reversements de cotisations	-0
▪ Plus Subventions reçues	+3 000
▪ Plus : Autres Produits d'exploitation perçus	+33 723
▪ Plus : Produits financiers perçus	+231
TOTAL DES RESSOURCES	=55 564



4.2 Contributions publiques de financement

	En Euros
Fonds dédiés aux contributions publiques de financement : <ul style="list-style-type: none">à l'ouverture de l'exercice :à la clôture de l'exercice :	Néant Néant
Fonds inscrits à la clôture de l'exercice précédent et utilisés au cours de l'exercice	Néant
Dépenses restant à engager et inscrites au cours de l'exercice en « Engagements à réaliser sur contributions de financement »	Néant
Fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été enregistrée au cours des deux derniers exercices	Néant
Existence de conditions résolutives liées aux contributions publiques de financement	Néant

4.3 Actions de solidarité des organisations syndicales

Néant

4.4 Contributions en nature

Les mises à dispositions de personnes devant faire l'objet d'une information qualitative. Leur nombre est de 1 personne.

L'UD loue ses propres locaux.

4.5 Comptes annuels des personnes morales appartenant au périmètre d'ensemble

Référence	Liste des personnes morales appartenant au périmètre d'ensemble dont les comptes annuels sont joints
1	néant
2	

BILAN SYNTHETIQUE

D FO 18
dition du : 01/01/2021 au 31/12/2021
c/des N-1 de l'exercice

Hors brouillard Hors simulation

ACTIF	Exercice N			N-1	PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net				
ctif immobilisé :							
Immobilisations incorporelles					Fonds Syndicaux	59 333	51 56
- Fonds commercial							
- Autres					- Autres réserves		
Immobilisations corporelles							
Immobilisations financières							
TOTAL I					Report à nouveau		
ctif circulant :					Résultat de l'exercice (Excédent ou Défi...	(4 543)	7 76
Stocks et en-cours (autres que marchandises)					Subventions d'investissement		
Marchandises					Provisions réglementées		
Avances et acomptes versés sur commandes					TOTAL I	54 790	59 33
réances :					Provisions pour risques et charges (II)		
Clients et comptes rattachés					Dettes		
Autres					Emprunts et dettes assimilées		
aleurs mobilières de placement					Avances et acomptes reçus sur commandes		
isponibilités (autres que caisse)	64 662		64 662	64 415	Fournisseurs et comptes rattachés	6 063	5 32
aisse	2		2	240	Autres	3 811	
TOTAL II	64 665		64 665	64 655	TOTAL III	9 875	5 32
harges constatées d'avance (III)					Produits constatés d'avance (IV)		
TOTAL GENERAL (I+II+III)	64 665		64 665	64 655	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	64 665	64 65

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

D FO 18

dition du : 01/01/2021 au 31/12/2021
oldes N-1 de l'exercice

Hors brouillard

Hors simulation

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
HARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de materiel de propagande			Cotisations	18 610	27 43
Variation de stock (approvisionnement)			Produits activités annexes	1 600	2 59
Autres charges externes		13 005	Ventes de matériels de propagande		2
Impôts, taxes et versements assimilés			Concours Publics		
Rémunération du personnel		43 533	Subventions d'exploitation	3 000	32 64
Charges sociales	59 268		Contributions Financières	24 810	
Dotations aux amortissements			Autres produits	7 313	
Dotations aux provisions			TOTAL EXPLOITATION (I)	55 333	62 70
Autres charges			PRODUITS FINANCIERS	231	
TOTAL EXPLOITATION (I)	59 268	56 538			
HARGES FINANCIERES		327			
TOTAL FINANCIER (II)		327	TOTAL FINANCIER (II)	231	
HARGES EXCEPTIONNELLES (III)		9 533	PRODUITS EXCEPTIONNELS (III)		11 46
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	60 107	66 397	TOTAL DES PRODUITS (I+II+III)	55 564	74 16
XCEDENT OU DEFICIT	(4 543)	7 768			
TOTAL GENERAL	55 564	74 165	TOTAL GENERAL	55 564	74 16